



AMIT BAKHRTA
FONDATEUR & CEO, ANNEAU

RS 1 000 MILLIARDS DE PIB ! POUR QUAND ? PAR QUI ?

"Une nation n'est pas enrichie par l'accumulation enfantine de métaux brillants, mais elle est enrichie par la prospérité économique de son peuple..." Adam Smith

L'exécutif qui met les voiles de notre bien-aimé pays vers un objectif réaliste (mais difficile) d'atteindre les 1 000 milliards de roupies de PIB pour Maurice est très susceptible de devenir LE LEADER de notre génération (le "Lee Kuan Yew de la nouvelle île Maurice), laissant un héritage durable derrière (non seulement un héritage mais plus important encore, ce bond en avant dans la prospérité économique de notre pays est susceptible d'entraîner une prospérité sociale progressive, pour des milliers de Mauriciens et de leur génération future).

Notre pays doit commencer à rêver et à viser grand. L'un des moyens d'atteindre la prospérité économique consiste à augmenter considérablement votre PIB nominal (en dollars américains et donc ajusté par la dépréciation de la roupie) et à vous assurer que cette croissance économique est INCLUSIVE (c'est-à-dire qu'elle s'accompagne véritablement de la prospérité sociale et la liberté économique pour tout un chacun). Entre rêver et viser se trouve votre plan économique et stratégique pour vous y conduire.

Ainsi, "sans un plan, votre rêve reste un rêve".

1 000 MILLIARDS DE ROUPIES DE PIB

Notre PIB (produit intérieur brut) en 2019 est estimé à 496 milliards de roupies (en hausse d'à peine 3 % en 2019). En revanche, le PIB de la Chine était estimé à 544,400 milliards de roupies en 2019. Mathématiquement, notre PIB nominal ne représente guère que 0,09% du PIB de la Chine! Étonnamment, notre économie a connu une croissance d'à peine 3 % en 2019 alors que celle de la Chine a augmenté d'environ 6,6 % ! Maintenant, comment cela peut-il avoir un sens? Pour notre taille respectueuse mais quoique minuscule, notre croissance est très



faible, sous-optimal. À notre humble avis, nous ne grandissons pas assez rapidement pour notre taille. Il reste encore beaucoup à faire, mais par qui ?

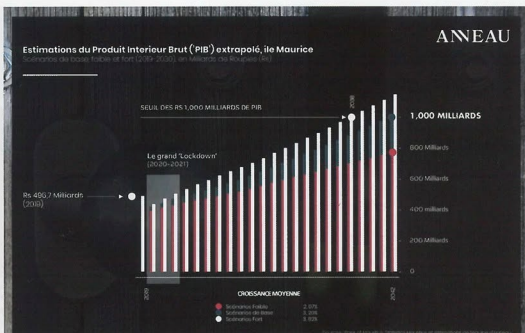
Nous avons besoin d'un / de l'exécutif qui s'engage sur un plan directeur économique ciblant au moins un milliard de roupies de PIB pour Maurice au cours des prochaines décennies. Notre graphique montre qu'avec un meilleur cas d'une moyenne de 3,8 % par an, nous atteindrons cet objectif d'ici 2038 (oui, seulement dans 18 ans). Si nous augmentons notre PIB en moyenne de seulement 2 % par an (notre pire cas), il nous faudra encore 35 ans pour atteindre ce Saint-Graal! Un scénario de base d'environ 3,2 %, en revanche, nous prend environ 22 ans pour atteindre notre objectif d'ici 2042.

Cependant, si nous arrivons à accroître notre PIB constamment par une moyenne de + 8 % à l'année sur la prochaine décennie, nous sommes à Rs 1 000 milliards de PIB dans 10 ans, d'ici 2030 !

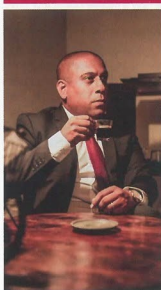
Nous applaudissons le courage du dirigeant chinois Xi Jinping de se fixer l'objectif extrêmement ambitieux de doubler le PIB chinois de 13 600 milliards de dollars américains à 27 000 milliards de dollars d'ici 2040 (s'ils y arrivent, ils auront vaincu les États-Unis en tant que superpuissance économique mondiale d'ici là). Une fois que vous avez fixé l'objectif, le plan stratégique et son exécution deviennent "relativement" plus faciles. Accepter et s'engager sur cet objectif difficile sont l'étape la plus importante vers la réalisation de cet objectif trop ambitieux pour Maurice.

PROSPÉRITÉ ET LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

En tant que composante vitale de la dignité humaine, de l'autonomie et de l'autonomisation personnelle, la liberté économique est précieuse comme fin en soi. Mais tout aussi important est le fait que la liberté économique constitue une formule éprouvée de progrès et de réussites économiques. La Liberté économique a un effet significa-



«NOUS NE GRANDISSONS PAS ASSEZ RAPIDEMENT POUR NOTRE TAILLE ; IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE !»



tif sur la croissance économique et la prospérité. Les politiques qui permettent une plus grande liberté dans n'importe lequel des domaines mesurés ont tendance

à stimuler la croissance. La croissance, à son tour, est un élément essentiel pour générer davantage de possibilités de travail pour les personnes, réduisant ainsi la pauvreté et instaurant une prospérité durable. Cependant, la liberté économique n'est pas un système unique. Au cours des 25 dernières années, l'indice de liberté économique a démontré que la liberté économique n'est pas une idéologie dogmatique. Il représente plutôt une philosophie qui rejette le dogme et embrasse des stratégies diverses et même concurrentes pour le progrès économique. Chaque année, l'indice fournit des preuves convaincantes que ce ne sont pas les politiques que nous ne mettons pas en œuvre qui freinent la croissance économique. Ce sont plutôt les politiques terribles que les exécutifs mettent trop souvent en place.

En son cœur, la liberté économique concerne l'autonomie individuelle, qui concerne principalement la liberté de choix dont jouissent les individus dans l'acquisition et l'utilisation de biens et de ressources économiques. L'hypothèse sous-jacente de ceux qui favorisent la liberté économique est que les individus connaissent mieux leurs besoins et leurs desirs et qu'une vie autogérée, guidée par ses propres philosophies et priorités plutôt que celles d'un exécutif ou d'une élite technocratique, est le fondement d'une existence

épanouissante. L'indépendance et le respect de soi découlent de la capacité et de la responsabilité de prendre soin de soi et de sa famille et contribuent de façon inestimable à la dignité humaine et à l'égalité.

Dans une économie de marché, ce sont les normes sociales, et non les lois et réglementations gouvernementales, qui sont le principal régulateur du comportement. Ces normes découlent naturellement de la société elle-même, reflétant son histoire, sa culture et l'expérience de générations apprenant à vivre ensemble. Ils guident notre compréhension de l'éthique, de l'étiquette des relations personnelles et professionnelles et des goûts des consommateurs. Au mieux, les systèmes politiques démocratiques reflètent les normes sociales dans leurs lois et règlements, mais même les exécutifs démocratiques, s'ils ne sont pas limités par des limites constitutionnelles ou traditionnelles, peuvent menacer considérablement la liberté économique. Une contrainte imposée à la liberté économique par la règle de la majorité n'est pas moins une contrainte que celle imposée par un souverain absolu ou un oligarque. Ce n'est donc pas tant le type d'exécutif qui détermine le degré de liberté économique que la mesure dans laquelle l'exécutif a des limites au-delà desquelles il ne peut pas, ou du moins pas, aller.

Essentiellement, il faut comprendre que des réformes audacieuses et des améliorations de l'état de droit (droits de propriété, efficacité judiciaire et intégrité de l'exécutif); la taille de notre gouvernement (fardeau fiscal, dépenses publiques et santé fiscale); efficacité du cadre réglementaire (liberté des entreprises, liberté des travailleurs et liberté monétaire); et l'ouverture des marchés (liberté commerciale, liberté d'investissement et liberté financière) fourniront tous les fondements (les bases) dont nous avons besoin pour catalyser notre croissance économique.

Dans une économie de marché qui fonctionne, la capacité d'accumuler des propriétés et des richesses privées est une force de motivation centrale pour les travailleurs et les investisseurs. La reconnaissance des droits de propriété privée et un état de droit efficace pour les protéger sont des caractéristiques essentielles d'une économie de marché pleinement opérationnelle. La sécurisation des droits de propriété donne aux citoyens la confiance nécessaire pour entreprendre une activité entrepreneuriale, économiser leurs revenus et faire des plans à long terme, car ils savent que leurs revenus, leurs économies et leurs biens (réels et intellectuels) sont à l'abri d'une expropriation ou d'un vol déloyal. Les droits de propriété sont un facteur primordial dans l'accumulation de capital pour la production et l'investissement. Un cadre juridique qui fonctionne bien protège les droits de tous les citoyens contre la violation de la loi par d'autres, y compris par les gouvernements et les partis puissants.

Tous les gouvernements imposent des charges fiscales à l'activité économique par le biais de la fiscalité et des emprunts. Les gouvernements qui permettent aux particuliers et aux entreprises de conserver et de gérer une plus grande part de



«DES TAUX D'IMPOSITION ÉLEVÉS ABAISSENT LE NIVEAU GLOBAL D'ACTIVITÉ DU SECTEUR PRIVÉ»

leurs revenus et de leur richesse pour leur propre bénéfice et leur utilisation, maximisent toutefois la liberté économique. Plus la part du gouvernement dont le revenu ou la richesse est élevée, plus la rémunération de l'individu pour son activité économique et l'incitation à entreprendre un travail est moindre. Des taux d'imposition plus élevés réduisent la

capacité des particuliers et des entreprises à poursuivre leurs objectifs sur le marché et, par conséquent, abaissent le niveau global d'activité du secteur privé. Les taux d'imposition des particuliers et des sociétés constituent une contrainte importante et directe à la liberté économique d'un individu et sont reflétés en tant que tels dans l'indice, mais ils ne constituent pas une mesure globale de la charge fiscale. Les gouvernements imposent de nombreuses autres taxes indirectes, notamment les charges sociales, les ventes et les droits d'accise, ainsi que les tarifs et les taxes sur la valeur ajoutée (TVA).

La dette est une accumulation de déficits budgétaires au fil du temps. En théorie, le financement par emprunt des dépenses publiques pourrait apporter une contribution positive à l'investissement productif et, à terme, à la croissance économique. La dette pourrait également être un mécanisme d'interventions macroéconomiques anticycliques posi-

tives ou même de politiques de croissance à long terme. D'un autre côté, des niveaux élevés de dette publique peuvent avoir de nombreux effets négatifs tels que la hausse des taux d'intérêt, l'éviction de l'investissement privé et la limitation de la flexibilité du gouvernement pour répondre aux crises économiques. L'augmentation de la dette publique entraînée par des déficits budgétaires persistants, en particulier des dépenses qui ne font que stimuler la consommation publique ou les paiements de transfert, sape souvent la croissance globale de la productivité et conduit finalement à la stagnation économique plutôt qu'à la croissance.

La capacité des individus à trouver des opportunités d'emploi et de travail est un élément clé de la liberté économique. De même, la capacité des entreprises à contracter librement du travail et à licencier des travailleurs lorsqu'ils ne sont plus nécessaires est essentielle pour



améliorer la productivité et soutenir la croissance économique globale. L'échange volontaire est le principe de base de tout marché économiquement libre. Cela est tout aussi vrai sur le marché du travail que sur le marché des biens. L'intervention de l'État engendre les mêmes problèmes sur le marché du travail que sur tout autre marché. Les réglementations gouvernementales en matière de travail prennent diverses formes, notamment le salaire minimum ou d'autres contrôles salariaux, les limites d'heures travaillées ou d'autres conditions de travail, les restrictions d'embauche et de licenciement et d'autres contraintes. Dans de nombreux pays, les syndicats jouent un rôle important dans la régulation de la liberté du travail et, selon la nature de leur activité, peuvent être soit une force pour une plus grande liberté, soit un obstacle au fonctionnement efficace des marchés du travail.

La liberté monétaire nécessite une monnaie stable et des prix déterminés par le marché. Qu'ils agissent en tant qu'entrepreneurs ou en tant que consommateurs, les personnes économiquement libres ont besoin d'une monnaie stable et fiable comme moyen d'échange, unité de compte et réserve de valeur. Sans liberté monétaire, il est difficile de créer de la valeur à long terme ou d'accumuler du capital. La valeur de la monnaie d'un pays peut être influencée de manière significative par la politique monétaire de son gouvernement. Avec une politique monétaire qui s'efforce de lutter contre l'inflation, de maintenir la stabilité des prix et de préserver la richesse du pays, les gens peuvent compter sur les prix du marché dans un avenir prévisible. Les investissements, l'épargne et d'autres plans à plus long terme peuvent être réalisés avec plus de confiance. Une politique inflationniste, en revanche, confisque la richesse comme une taxe invisible et fausse les prix, affecte mal les ressources et augmente le coût des affaires. Il n'y a pas de théorie unique acceptée de la bonne politique

monétaire pour une société libre. À une certaine époque, l'étalon-or a bénéficié d'un large soutien. Cependant, ce qui caractérise presque toutes les théories monétaires aujourd'hui, c'est le soutien d'une faible inflation et d'une banque centrale indépendante. Il est également largement reconnu que le contrôle des prix altère l'efficacité du marché et entraîne des pénuries ou des excédents.

De nombreux gouvernements limitent la capacité de leurs citoyens à interagir librement en tant qu'acheteurs ou vendeurs sur le marché international. Les restrictions commerciales peuvent se manifester sous la forme de tarifs, de taxes à l'exportation, de quotas commerciaux ou d'interdiction totale du commerce. Cependant, les restrictions commerciales apparaissent également de manière plus subtile, notamment sous la forme d'obstacles réglementaires liés à la santé ou à la sécurité. La mesure dans laquelle le gouvernement entrave la libre circulation du commerce extérieur a une incidence directe

économique accrue, une plus grande productivité et la création d'emplois. Les avantages d'un tel environnement vont non seulement aux entreprises individuelles qui prennent le risque entrepreneurial dans l'attente d'un meilleur rendement, mais aussi à la société dans son ensemble. Un système financier formel accessible et efficace assure la disponibilité de services diversifiés d'épargne, de crédit, de paiement et d'investissement aux particuliers et aux entreprises. En élargissant les opportunités de financement et en promouvant l'esprit d'entreprise, un environnement bancaire ouvert encourage la concurrence afin de fournir l'intermédiation financière la plus efficace entre les ménages et les entreprises ainsi qu'entre les investisseurs et les entrepreneurs. Grâce à un processus déterminé par l'offre et la demande, les marchés fournissent des informations en temps réel sur les prix et la discipline immédiate pour ceux qui ont pris de mauvaises décisions.

ter les coûts de financement de l'activité entrepreneuriale et limiter la concurrence. Si le gouvernement intervient sur le marché boursier, par exemple, il contrevient aux choix de millions d'individus en interférant avec le prix du capital – la fonction la plus critique d'une économie de marché (hors dans un cycle de crise – à l'exemple de la Réserve fédérale américaine qui pour la première fois maintenant est intervenue dans les marchés d'obligations privées en achetant de la dette privée). Oui, pour contrôler les primes de risques et maintenir des taux bas de financement de ces entreprises. Leur prochain stratège serait les actions cotées en Bourse ? Ça dégènera quand l'exécutif intervient sur les marchés).

NOTE DE LA FIN

Alors que nous analysons les principaux défis à venir pour notre bien-aimé pays, nous ne pouvons qu'être de plus en plus (humblement) catégoriques sur la nécessité de fixer des objectifs financiers chiffrés, clairs et faciles à comprendre et à retenir par ceux qui sont impliqués dans la réalisation de ces chiffres. Ne pas atteindre l'objectif financier que nous nous sommes fixé n'est pas le problème (en réalité, nous pourrions vraisemblablement bien dépasser ou même ne pas atteindre ce chiffre de 1 000 milliards de roupies de PIB dans le laps de temps requis). Au moins, nous devons mettre les voiles vers une destination fixe et commencer le travail vers cette destination.

"La première étape, commencer, est toujours la plus importante..."

«SANS LIBERTÉ MONÉTAIRE, IL EST DIFFICILE DE CRÉER DE LA VALEUR À LONG TERME OU D'AMASSER DU CAPITAL»

sur la capacité des individus à poursuivre leurs objectifs économiques et à maximiser leur productivité et leur bien-être. Les tarifs, par exemple, augmentent directement les prix que les consommateurs locaux paient pour les importations étrangères, mais ils faussent également les incitations à la production pour les producteurs locaux, les obligeant à produire soit un bien pour lequel ils n'ont pas d'avantage comparatif, soit davantage un bien protégé qu'économiquement idéal. Cela entrave l'efficacité économique globale et la croissance.

Un environnement d'investissement libre et ouvert offre des opportunités entrepreneuriales maximales et des incitations pour une activité



La réglementation bancaire et financière de l'État qui outrepasse l'assurance de transparence et d'honnêteté sur les marchés financiers peut entraver l'efficacité, augmen-

ANNEAU

Anneau est une société de services financiers agréée et réglementée par la Financial Services Commission (FSC) à Maurice.

Téléphone: 2141717
Site Web: www.anneau.co